

Artikel 49. De door een politiek verlof gedekte tijdperken worden met tijdperken van dienstactiviteit gelijkgesteld. Deze tijdperken worden echter niet bezoldigd.

Artikel 50. Voor de toepassing van de artikelen 41 en 44 wordt het aantal inwoners overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 en 29 van de nieuwe gemeentewet vastgelegd. »

Art. 3. In hetzelfde besluit worden de artikelen 41 tot en met 46, de artikelen 51 tot en met 56 en worden de artikelen 43 en 43bis de artikelen 53bis en 53ter.

Art. 4. In hetzelfde besluit worden in lid 1 van artikel 43bis dat artikel 53bis wordt de woorden « of in politiek verlof » ingevoegd na de woorden « om vakbondsactiviteiten ».

HOOFDSTUK III. — Slot- en afwijkingsbepalingen.

Art. 5. § 1. In afwijking van artikel 43 van bovenvermeld koninklijk besluit d.d.15 januari 1979, ingelast bij artikel 2 van dit besluit, gaat elk facultatief politiek verlof, aangevraagd tussen de datum van inwerkingtreding van het besluit en 31 december 1996, op 1 januari 1997 in.

§ 2. Het personeelslid dat bij de inwerkingtreding van dit besluit titularis is van een politiek mandaat bedoeld in artikel 44 van het koninklijk besluit d.d.15 januari 1974, wordt van ambtswege in politiek verlof gesteld op 1 januari 1997 in afwijking van artikel 45 van hetzelfde besluit.

Het personeelslid dat, tussen de datum van inwerkingtreding van dit besluit en 1 januari 1997, titularis wordt van een in lid 1 van deze paragraaf bedoeld politiek mandaat wordt van ambtswege op 1 januari 1997 in politiek verlof gesteld in afwijking van artikel 45 van hetzelfde besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 7. De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid het statuut der personeelsleden van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 oktober 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,
Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX.

F. 96 — 2567

(C - 29409)

24 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la réglementation relative au statut administratif du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977, 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993 et 27 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 1^{er} décembre 1970, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat modifié par les arrêtés royaux des 25 novembre 1976, 20 décembre 1976, 10 février 1981, par l'arrêté royal n° 72 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 29 août 1985 et par le décret du 24 juin 1996;

Vu l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat modifié par les arrêtés royaux des 16 décembre 1968, 21 octobre 1968, 30 mai 1975, 25 novembre 1976, 20 décembre 1976, 16 décembre 1976, par l'arrêté royal n° 72 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 1^{er} février 1988, par l'arrêté de l'Exécutif du 17 avril 1991, par les arrêtés du Gouvernement des 16 septembre 1993, 7 juillet 1994, 12 janvier 1995, 26 janvier 1995, 15 mai 1995, 2 juin 1995 et par le décret du 24 juin 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 10 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 16 septembre 1996;

Vu le protocole du 14 octobre 1996 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 avril 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de permettre aux membres du personnel de solliciter dès la rentrée scolaire ou académique 1996-1997 un congé politique et de mettre par voie de conséquence les chefs d'établissement et l'administration en mesure de prendre les dispositions qui s'imposent;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 1996,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification à l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 1976, par l'arrêté royal n° 72 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 29 août 1985 et par le décret du 24 juin 1996 est complété par un point k rédigé comme suit :

"k. politiques."

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Art. 2. Un chapitre IXbis, comprenant des articles 29 à 38, rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 16 décembre 1968, 21 octobre 1968, 30 mai 1975, 25 novembre 1976, 16 décembre 1976, 20 décembre 1976, par l'arrêté royal n° 72 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 1^{er} février 1988, par l'arrêté de l'Exécutif du 17 avril 1991, par les arrêtés du Gouvernement des 16 septembre 1993, 7 juillet 1994, 12 janvier 1995, 26 janvier 1995, 15 mai 1995, 2 juin 1995 et par le décret du 24 juin 1996 :

"CHAPITRE IXbis. — *Congé politique*

Article 29. Un congé politique facultatif est accordé par le Ministre compétent à la demande des membres du personnel visés à l'article 1^{er} dans les limites et pour l'exercice des mandats politiques tels que précisés à l'alinéa 2.

Le membre du personnel peut, s'il échet, demander la réduction de prestations afférentes à la fonction à laquelle il est nommé aux trois quart ou à la moitié du nombre d'heures requis pour une fonction à prestations complètes pour l'exercice d'un mandat politique de bourgmestre, d'échevin, de conseiller communal, de président du conseil de l'aide sociale, de membre du conseil de l'aide sociale ou de conseiller provincial.

Les prestations restant à fournir doivent toujours être arrondies à une heure complète.

Article 30. Le congé politique facultatif visé à l'article 29 prend cours au plus tôt le premier jour du mois qui suit la date de la prestation de serment subséquente à l'élection ou à la désignation du mandat politique concerné et expire au plus tard le 1^{er} jour du mois qui suit la date de la perte du mandat.

Article 31. Le membre du personnel administratif titulaire d'une fonction de promotion ne peut bénéficier des dispositions de l'article 29.

Article 32. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} sont mis en congé politique d'office par le Ministre compétent dans les limites et pour l'exercice des mandats politiques tels que précisés aux alinéas 2 et 3.

Les prestations des membres du personnel sont d'office réduites :

1° aux trois quart du nombre d'heures requis pour une fonction à prestations complètes pour l'exercice d'un mandat politique de :

- a) bourgmestre d'une commune de 30.001 à 50.000 habitants;
- b) échevin ou de président du conseil de l'aide sociale d'une commune de 50.001 à 80.000 habitants;

2° à la moitié du nombre d'heures requis pour une fonction à prestations complètes pour l'exercice d'un mandat politique de :

- a) bourgmestre d'une commune de 50.001 à 80.000 habitants;
- b) échevin ou de président du conseil de l'aide sociale d'une commune de 80.001 à 130.000 habitants.

Le membre du personnel bourgmestre d'une commune de plus de 80.000 habitants ou échevin ou président du conseil de l'aide sociale d'une commune de plus de 130.000 habitants est mis en congé politique d'office pour la totalité de sa charge.

Les prestations restant à fournir doivent toujours être arrondies à une heure complète.

Article 33. Le congé politique d'office visé à l'article 32 prend cours le premier jour du mois qui suit la date de la prestation de serment subséquente à l'élection ou à la désignation au mandat politique concerné et expire le premier jour du mois qui suit la date de la perte du mandat.

Article 34. Le membre du personnel mis en congé politique d'office en vertu de l'article 32, alinéa 2, 1° peut solliciter la réduction de ses prestations à la moitié du nombre d'heures requis pour une fonction à prestations complètes.

Le membre du personnel mis en congé politique d'office en vertu de l'article 32, alinéa 2, 2° peut demander à être mis en congé politique pour la totalité de sa charge.

Article 35. Lorsqu'un membre du personnel administratif titulaire d'une fonction de promotion est mis en congé politique sur base des articles 32, alinéa 2, 1° et 2° et 34, alinéa 1^{er}, le Ministre peut, si les nécessités de service l'exigent, lui adjoindre provisoirement à concurrence de la fraction de temps ainsi libérée un membre du personnel titulaire d'une fonction de sélection ou de recrutement de manière à assurer la continuité du service.

La fonction de sélection ou de recrutement visée à l'alinéa précédent doit pouvoir donner accès à la fonction de promotion dont est titulaire le membre du personnel mis en congé politique d'office.

Lorsqu'un membre du personnel administratif titulaire d'une fonction de sélection est mis en congé politique sur base de l'article 32, alinéa 2, 1°, le Ministre peut, si les nécessités de service l'exigent, lui adjoindre provisoirement pour la fraction de temps ainsi libérée un membre du personnel titulaire d'une fonction de recrutement de manière à assurer la continuité du service.

La fonction de recrutement visée à l'alinéa précédent doit pouvoir donner accès à la fonction de sélection dont est titulaire le membre du personnel mis en congé d'office.

La désignation d'un membre du personnel complémentaire telle que prévue aux alinéas 1^{er} et 3 se fera prioritairement par le rappel en activité de service d'un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi.

Article 36. Après sa réintégration, le membre du personnel ne peut cumuler son traitement avec des avantages qui sont liés à l'exercice d'un des mandats politiques visés par le présent arrêté et qui tiennent lieu d'indemnité de réadaptation.

Article 37. Les périodes couvertes par un congé politique sont assimilées à des périodes d'activité de service. Ces périodes ne sont cependant pas rémunérées.

Article 38. Pour l'application des articles 29 et 32, le nombre d'habitants est déterminé conformément aux dispositions des articles 5 et 29 de la nouvelle loi communale.

Art. 3. Dans le même arrêté, les articles 29 à 31 deviennent les articles 39 à 41.

CHAPITRE III. — Dispositions dérogatoires et finales

Art. 4. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 30 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 précité y introduit par l'article 2 du présent arrêté, tout congé politique facultatif sollicité entre la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et le 31 décembre 1996 prendra cours le 1^{er} janvier 1997.

§ 2. Le membre du personnel titulaire, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un des mandats politiques visés à l'article 32 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 précité, est mis en congé politique d'office au 1^{er} janvier 1997 par dérogation à l'article 33 du même arrêté.

Le membre du personnel qui devient titulaire, entre la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et le 1^{er} janvier 1997, d'un des mandats politiques visés à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, est également mis en congé politique d'office au 1^{er} janvier 1997 par dérogation à l'article 33 précité.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. La Ministre-Présidente ayant le statut des membres du personnel de la Communauté française dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 octobre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 96 — 2507

IC - 294091

24 OKTOBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 d.d. 31 maart 1984, bij de wet d.d. 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit d.d. 28 september 1984, bij het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en bij de decreten d.d. 26 juni 1992, 18 mei 1993 en 27 december 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 22 september 1967, 21 oktober 1968, 1 december 1970, 25 november 1976, 16 december 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 d.d. 31 maart 1984;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve standen van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 25 november en 20 december 1976, 10 februari 1981, nr. 72 d.d. 20 juli 1982, 29 augustus 1985 en het decreet van 24 juni 1996;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve standen van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, gewijzigd bij koninklijke besluiten d.d. 16 december 1968, 21 oktober 1968, 30 mei 1975, 25 november 1976, 20 december 1976, 16 december 1976, nr. 72 d.d. 20 juli 1982, 1 februari 1988, het besluit van de Executieve d.d. 17 april 1994, de besluiten van de Regering d.d. 16 september 1993, 7 juli 1994, 12 januari 1995, 26 januari 1995, 15 mei 1995, 2 juni 1995 en het decreet van 24 juni 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 10 september 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 september 1996;

Gelet op het protocol d.d. 14 oktober 1996 van Sectorcomité IX en van het comité voor plaatselijke en provinciale overheidsdiensten, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 januari 1980, 16 juni 1989 en 11 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak, de personeelsleden in staat te stellen van bij de aanvang van het jaar 1996-1997 politiek verlof aan te vragen en de inrichtingshoofden en het bestuur de mogelijkheid te geven de nodige maatregelen te treffen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 21 oktober 1996,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 28 februari 1967 tot vaststelling van de administratieve standen van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat

Artikel 1. Artikel 3 van voormeld koninklijk besluit d.d. 28 februari 1967, gewijzigd op 25 november 1976, 20 juli 1982, 29 augustus 1985, 21 oktober 1985, 7 november 1985 en 24 juni 1996, wordt aangevuld als volgt :

« k. politiek verlof ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in voormeld koninklijk besluit van 8 december 1967, genomen ter uitvoering van artikel 3 van voormeld koninklijk besluit d.d. 28 februari 1967

Art. 2. Onderstaand hoofdstuk IXbis, met de artikelen 29 tot 38, wordt ingevoegd in voormeld koninklijk besluit van 8 december 1967 :

« HOOFDSTUK IXbis. — Politiek verlof ».

Artikel 29. Facultatief politiek verlof wordt door de bevoegde Minister toegekend op verzoek van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden, binnen de perken en voor de uitoefening van de mandaten bepaald in het 2e lid.

Het personeelslid kan eventueel vragen dat zijn prestaties in het ambt waarin hij benoemd is, verminderd worden tot ¼ of de helft van het aantal uren vereist voor het voltijds ambt, om een mandaat als burgemeester, schepen, gemeenteraadslid, voorzitter of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn of provincieraadslid uit te oefenen.

De resterende prestaties moeten steeds afgerond worden tot een vol uur.

Artikel 30. Het in artikel 29 bedoelde facultatief politiek verlof gaat in op de eerste dag van de maand volgend op de eedaflegging na de verkiezing of aanstelling in het politiek mandaat.

Het verstrijkt uiterlijk op de 1e dag van de maand na het verlies van het mandaat.

Artikel 31. Het personeelslid dat titularis is van een bevorderingsambt kan het voordeel van artikel 29 niet genieten.

Artikel 32. De in artikel 1 bedoelde personeelsleden worden van ambtswege in politiek verlof gesteld door de bevoegde Minister binnen de perken en voor de uitoefening van de mandaten bedoeld in het 2e en het 3e lid.

De prestaties van het personeelslid worden van ambtswege teruggebracht op :

1° drie vierde van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties, voor het uitoefenen van een politiek mandaat van :

a) burgemeester van een gemeente van 30.001 tot 50.000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van 50.001 tot 80.000 inwoners;

2° de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties, voor het uitoefenen van een politiek mandaat van :

a) burgemeester van een gemeente van 50.001 tot 80.000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van 80.001 tot 130.000 inwoners.

De nog te leveren prestaties moeten altijd op een volledig uur afgerond worden.

Het personeelslid, burgemeester van een gemeente van meer dan 80.000 inwoners, of schepen of voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van meer dan 130.000 inwoners, wordt van ambtswege in politiek verlof gesteld voor de gehele opdracht waarvoor hij is benoemd.

Artikel 33. Het in artikel 32 bedoeld politiek verlof van ambtswege gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de eedaflegging na de verkiezing of de aanstelling voor het betrokken politiek mandaat en neemt een einde op de eerste dag van de maand die op de datum van het mandaatverlies volgt.

Artikel 34. Het personeelslid dat van ambtswege in politiek verlof gesteld is op grond van artikel 32, lid 2, 1°, mag het terugbrengen aanvragen van zijn prestaties tot de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties.

Het personeelslid dat op grond van artikel 32, lid 2, 2°, van ambtswege in politiek verlof is gesteld, mag vragen om in politiek verlof te worden gesteld voor de volledige opdracht waarvoor hij is benoemd.

Artikel 35. Wanneer een lid van het administratief personeelslid, titularis van een bevorderingsambt, in politiek verlof wordt gesteld op grond van de artikelen 32, lid 2, 1° en 2° en 4, lid 1, mag de Minister, indien de dienstbehoefte zulks eisen, hem tijdelijk voor de vrijgeworden tijdsbreuk een personeelslid toevoegen dat titularis van een selectie- of wervingsambt is zodat de dienst verzekerd kan blijven.

Het in vorig lid bedoelde selectie- of wervingsambt moet toegang tot het bevorderingsambt verlenen waarvan het van ambtswege in politiek verlof gestelde personeelslid titularis is.

Wanneer een lid van het administratief personeel, titularis van een selectieambt, op grond van artikel 32, lid 2, 1°, in politiek verlof wordt gesteld, kan de Minister hem, indien de dienstbehoefte zulks vergen, tijdelijk voor de vrijgeworden tijdsbreuk een personeelslid, titularis van een wervingsambt, toevoegen zodat de dienst kan verzekerd blijven.

Het in vorig lid bedoelde wervingsambt moet toegang verlenen tot het bevorderingsambt waarvan het van ambtswege in politiek verlof gestelde personeelslid titularis is.

De aanstelling van een bijkomend personeelslid zoals bepaald in de leden 1 en 3, gebeurt bij voorrang door de voorlopige terugroeping in dienstactiviteit van een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid.

Artikel 36. Na zijn wederopname mag het personeelslid zijn wedde niet cumuleren met voordelen die gebonden zijn aan de uitoefening van een door dit besluit bedoeld politiek mandaat en die als wederaanpassingsvergoeding dienen.

Artikel 37. De door een politiek verlof gedekte tijdperken worden met tijdperken van dienstactiviteit gelijkgesteld. Deze tijdperken worden echter niet bezoldigd.

Artikel 38. Voor de toepassing van de artikelen 39 en 32 wordt het aantal inwoners overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 en 29 van de nieuwe gemeentewet vastgelegd. »

HOOFDSTUK III. — Slot- en afwijkingsbepalingen

Art. 3. § 1. In afwijking van artikel 30 van bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 8 december 1967, ingevoegd bij artikel 2 van dit besluit, gaat elk facultatief politiek verlof, aangevraagd tussen de datum van inwerkingtreding van dit besluit en 31 december 1996, op 1 januari 1997 in.

§ 2. Het personeelslid dat bij de inwerkingtreding van dit besluit titularis is van een politiek mandaat bedoeld in artikel 32 van het koninklijk besluit d.d. 8 december 1967, wordt van ambtswege in politiek verlof gesteld op 1 januari 1997 in afwijking van artikel 33 van hetzelfde besluit.

Het personeelslid dat, tussen de datum van inwerkingtreding van dit besluit en 1 januari 1997, titularis wordt van een in lid 1 van deze paragraaf bedoeld politiek mandaat wordt van ambtswege op 1 januari 1997 in politiek verlof gesteld in afwijking van artikel 33 van hetzelfde besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 5. De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid het statuut der personeelsleden van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 oktober 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,
Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

F. 96 — 2588

[C — 96/29410]

24 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la réglementation relative au statut des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux Centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1981, par les arrêtés royaux n^o 73 du 20 juillet 1982 et n^o 226 du 7 décembre 1983, par les arrêtés royaux des 29 août 1985, 21 octobre 1985, par les arrêtés de l'Exécutif des 7 novembre 1991, 30 avril 1993, par les arrêtés du Gouvernement des 11 janvier 1995 et 28 août 1995 et par le décret du 24 juin 1996;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection modifié par les arrêtés royaux n^o 73 du 20 juillet 1982 et n^o 266 du 31 décembre 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 26 août 1985, 21 octobre 1985, 13 janvier 1988, par les arrêtés de l'Exécutif des 7 novembre 1991, 24 octobre 1991, par les arrêtés du Gouvernement des 11 avril 1994, 28 octobre 1994, 12 janvier 1995, 26 janvier 1995, 15 mai 1995 et par le décret du 24 juin 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 10 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 16 septembre 1996;

Vu le protocole du 14 octobre 1996 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de permettre aux membres du personnel de solliciter dès la rentrée scolaire 1996-1997 un congé politique et de mettre par voie de conséquence les directeurs de centre, les pouvoirs organisateurs et l'administration en mesure de prendre les dispositions qui s'imposent;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 1996,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Modification à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial

Article 1^{er}. L'article 169, § 1^{er} de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française, ainsi que des services